

POLYREG ASSOCIATION GÉNÉRALE D'AUTORÉGULATION

RÈGLEMENT DE CONTRÔLE ET DE SANCTION DES RÈGLES DE DÉONTOLOGIE

A. Dispositions générales

§1 But du Règlement

¹ Le présent règlement fixe les dispositions relatives à l'assujettissement des gérants de fortune aux règles de déontologie, ainsi que celles relatives au contrôle du respect de ces règles et aux sanctions applicables lorsque des violations sont constatées.

² Les règles de déontologie au sens du présent Règlement sont celles de l'OAR PolyReg au sens de l'art. 6 al. 2 OPCC, approuvées par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

³ Chaque fois qu'il est par la suite fait référence au «Règlement» sans plus d'indication précise, c'est le Règlement de contrôle et de sanction des règles de déontologie qui est visé.

§2 Assujettissement

¹ Les gérants de fortune actifs qui fournissent des services dans le domaine de la gestion de fortune en tant qu'intermédiaires financiers au sens de la loi sur le blanchiment d'argent, qui sont membres de l'OAR PolyReg, ont leur siège, une succursale ou un établissement stable ainsi que leur direction effective et leur centre d'activité de gestion situés en Suisse, peuvent se soumettre aux règles de déontologie.

² Chaque gérant de fortune qui se soumet aux règles de déontologie doit aussi se soumettre expressément aux dispositions du présent Règlement, aux sanctions qui y sont prévues ainsi qu'au tribunal arbitral de l'OAR PolyReg.

³ Un assujettissement requiert la déclaration écrite du gérant de fortune et l'approbation du Comité délégué.

§3 Exécution de la surveillance

¹ Les gérants de fortune qui se sont soumis aux règles de déontologie forment une section au sens du §13 des Statuts.

² La surveillance du respect des règles de déontologie est exécutée séparément et indépendamment de la surveillance LBA.

§4 Exigences posées aux gérants de fortune

¹ Un gérant de fortune peut se soumettre aux règles de déontologie uniquement s'il remplit les exigences suivantes:

- a) Le gérant de fortune lui-même, les personnes chargées de l'administration et de la gestion ainsi que tous les collaborateurs qui remplissent des fonctions pour le gérant de fortune dans le domaine de la gestion de fortune, jouissent d'une bonne réputation en relation avec leur activité professionnelle et présentent toutes garanties pour le respect des règles de déontologie.
- b) Le gérant de fortune se soumet aux règles de déontologie, assure leur respect dans le cadre de l'aménagement de son organisation interne, de ses contrats de gestion de fortune et de ses relations de clientèle et s'engage à exercer son activité en tout temps conformément aux règles de déontologie.
- c) En tant qu'intermédiaire financier, le gérant de fortune est soumis à la surveillance de l'OAR PolyReg.
- d) Le gérant de fortune respecte les lois sur les marchés financiers pertinentes et dispose des autorisations requises pour l'exercice de son activité.

² Les exigences de la lettre a) valent par analogie également pour les Chargés d'enquête indépendants et pour les Contrôleurs. Ils doivent en outre disposer des connaissances professionnelles requises et être indépendants de la direction et de l'administration des gérants de fortune surveillés.

§5 Déclaration d'assujettissement

¹ La déclaration d'assujettissement est à adresser au Directeur, qui la transmet au Comité délégué après avoir examiné les conditions d'affiliation et éventuellement demandé des compléments de dossier. Le Directeur peut proposer d'approuver ou de refuser l'affiliation.

² La déclaration d'assujettissement doit se référer aux règles de déontologie ainsi qu'au présent Règlement, et contenir une déclaration écrite selon laquelle le candidat se soumet sans réserve à ces dispositions.

³ Les pièces propres à renseigner sur l'organisation et l'activité du candidat et à démontrer ses qualifications doivent être jointes à la requête d'affiliation. Il s'agit notamment de (liste non exhaustive):

- a) l'indication des nom, prénom et raison sociale ainsi que la livraison des statuts du candidat (si disponibles);
- b) l'extrait actuel du registre du commerce (si l'inscription est obligatoire);

- c) l'indication précise de l'adresse des bureaux en Suisse, avec les numéros de téléphone et l'adresses E-mail;
- d) les indications sur le but et l'activité de l'entreprise ainsi que sur le lieu où l'activité de gestion de fortune sera effectivement exécutée;
- e) la désignation du chef de maison respectivement des personnes qui sont ayants droit économiques de l'entreprise du membre, ainsi que des membres de la direction et des personnes autorisées à signer, pour autant que ces dernières ne ressortent pas de l'inscription au registre du commerce;
- f) l'indication de l'appartenance à des associations professionnelles;
- g) la déclaration conforme à la vérité et consciencieuse selon laquelle aucune procédure pénale, administrative ou relevant du droit de surveillance à l'encontre du gérant de fortune ou des ses organes n'est actuellement pendante ou close ni ne l'a été durant les cinq dernières années, ou désignation détaillée de ces procédures;
- h) la désignation, par le candidat, du Contrôleur de son choix, la déclaration d'indépendance et d'acceptation du Contrôleur ainsi que les documents démontrant la compétence de ce dernier.

⁴ Le Comité peut créer un formulaire obligatoire pour la déclaration d'assujettissement.

§6 Décision d'approbation et voie de droit

¹ Le Comité délégué décide de l'approbation de la déclaration d'assujettissement après s'être convaincu que les dispositions réglementaires sont respectées, ou refuse l'assujettissement.

² Il n'existe pas de droit à un assujettissement aux règles de déontologie. Les éventuelles voies de droit sont déterminées par les dispositions statutaires.

§7 Listes des membres et droit d'être renseigné

¹ L'association tient et publie une liste de tous les gérants de fortune qui se sont soumis aux règles de déontologie. La liste peut aussi être rendue accessible sur Internet.

² L'association renseigne les tiers en matière disciplinaire contre paiement d'un émolument et moyennant accord écrit du gérant de fortune. L'émolument est perçu auprès du gérant de fortune.

³ Ces renseignements portent sur l'existence de sanctions concernant le respect des règles de déontologie et prononcées à l'encontre du gérant de fortune au cours des trois dernières années au plus, à compter de la date de la demande de renseignement, ou sur l'existence d'une procédure de sanction en cours.

§8 Obligation d'information vis-à-vis de l'association

¹ Les gérants de fortune ont une obligation illimitée de renseignement envers l'association sur tous les faits qui concernent l'application des règles de déontologie.

² Les gérants de fortune garantissent à leurs Contrôleurs un droit de regard illimité et leur fournissent tous les renseignements nécessaires pour juger du respect des règles de déontologie.

³ Le gérant de fortune informe immédiatement et spontanément l'association par écrit des changements intervenus au sein du personnel, dans l'organisation ou dans son actionnariat ainsi que dans tous les domaines sur lesquels il a fourni des indications dans la déclaration d'assujettissement.

⁴ Le gérant de fortune fournit en outre spontanément au Directeur les informations portant sur les éléments suivants:

- a) l'ouverture ou le jugement définitif de procédures d'exécution forcée contre le gérant de fortune;
- b) l'ouverture ou le jugement définitif de procédures civiles contre le gérant de fortune liées à l'exécution de contrats de gestion de fortune;
- c) l'ouverture ou le jugement définitif de procédures pénales ou administratives contre le gérant de fortune ou ses collaborateurs liées à l'activité professionnelle.

⁵ L'association peut prescrire un formulaire standardisé pour la fourniture de ces renseignements et exiger la remise d'informations et de documents supplémentaires.

B. Procédure de révision

§9 Choix du Contrôleur

¹ Pour l'exécution des contrôles périodiques du respect des règles de déontologie, chaque gérant de fortune désigne un Contrôleur formellement et matériellement indépendant et en informe la Direction. Le Contrôleur doit confirmer par écrit, à l'association, son indépendance, sa compétence ainsi que l'acceptation de la désignation.

² Par l'acceptation du mandat de contrôle, le Contrôleur est soumis aux mêmes obligations de renseignement et de collaboration vis-à-vis de l'association que le membre. Le contrôle est effectué par le Contrôleur sur mandat et aux frais du gérant de fortune, pour le compte de l'association.

³ Pour autant qu'il remplisse par ailleurs les conditions, le Contrôleur peut être identique à l'organe de révision du droit des sociétés ou au contrôleur LBA du gérant de fortune.

⁴ Les Contrôleurs sont des personnes ou sociétés qui:

- ◇ jouissent d'une bonne réputation;

- ◇ disposent des connaissances professionnelles requises en fonction du champ d'activité du membre pour effectuer la révision;
- ◇ présentent toutes garanties d'une activité de contrôle irréprochable, et
- ◇ sont indépendantes des gérants de fortune qu'elles doivent contrôler. Les Contrôleurs ne peuvent se contrôler mutuellement ou en cercle.

⁵ Une fois le Contrôleur choisi, le membre peut le remplacer par un autre uniquement pour de justes motifs.

⁶ Si le Contrôleur qui a été désigné démissionne ou si son choix n'est pas approuvé par l'association, le gérant de fortune doit en désigner un nouveau dans un délai de 2 mois au plus.

§10 **Contrôle périodique ordinaire**

¹ Les gérants de fortune qui se sont soumis aux règles de déontologie dans la première moitié d'une année civile ont jusqu'au 31 décembre de chaque année au plus tard pour faire parvenir le rapport de contrôle. Tous les autres doivent remettre leur rapport jusqu'au 30 juin de chaque année au plus tard.

² Le gérant de fortune mandate son Contrôleur spontanément et suffisamment tôt, de manière à garantir que le rapport de contrôle parvienne à l'association dans le délai imparti (la date du timbre postal fait foi).

³ La période de contrôle s'étend de la déclaration d'assujettissement du gérant de fortune ou du dernier contrôle jusqu'à la date du nouveau contrôle.

⁴ Le Directeur peut prolonger de 2 mois au plus les délais de remise du rapport pour des motifs fondés. Le jour de référence pour les contrôles suivants n'est pas pour autant modifié.

§11 **Exécution du contrôle**

¹ Le contrôle a lieu dans les locaux du gérant de fortune et suit les principes éprouvés et reconnus en matière de révision.

² Le gérant de fortune contrôlé doit mettre à disposition du Contrôleur les pièces et documents qui permettent de vérifier le respect des obligations de déontologie. Le Contrôleur dispose d'un droit de regard sur la comptabilité du gérant de fortune, sur les dossiers de client ainsi que sur les extraits des comptes de la société ou de ses clients. Au surplus, le contrôlé doit communiquer au Contrôleur toutes les informations pertinentes.

³ Les Contrôleurs préservent le secret d'affaires ou professionnel du gérant de fortune.

§12 **Contenu du contrôle**

¹ Les Contrôleurs vérifient le respect des règles de déontologie. L'objectif du contrôle est de déterminer avec vraisemblance si le gérant de fortune respecte ces règles. Les divergences constatées sont à mentionner dans le rapport de contrôle.

² Le contrôle est effectué par sondage. Ce dernier doit être conçu par le Contrôleur de telle façon à ce que des divergences systématiques soient constatées avec une grande vraisemblance. Le contrôle détermine en particulier si le gérant de fortune:

- a) conclut des contrats de gestion de fortune conformes au Règlement;
- b) rend compte à ses clients conformément aux contrats et les informe des prestations reçues de tiers ainsi que des éventuels conflits d'intérêt;
- c) a pris les mesures adéquates pour prévenir les conflits d'intérêts;
- d) a immédiatement annoncé les mutations à l'association.

³ Le contrôle détermine en outre si, selon toute apparence, le gérant de fortune:

- e) garantit une activité irréprochable, dispose d'une organisation adaptée à son activité et si ladite activité est en accord avec les lois sur les marchés financiers applicables;
- f) respecte les stratégies de placement définies, exécute les placements et transactions dans l'intérêt du client et veille à une répartition adéquate des risques dans le cadre de la stratégie de placement. Ce faisant, il faut en particulier examiner si les mesures organisationnelles requises ont été prises et sont mises en œuvre.

⁴ Les Contrôleurs transmettent un exemplaire signé de leur rapport au Directeur de l'association dans les 14 jours après la fin de leur contrôle, au plus tard jusqu'au jour de référence.

§13 Suite des contestations

¹ Les contestations émises par les Contrôleurs ou les dénonciations de tiers doivent être vérifiées et poursuivies aussi longtemps qu'il est nécessaire pour décider de l'ouverture ou non d'une procédure de sanction.

² Les contestations sont transmises au surveillant en matière de blanchiment d'argent responsable du gérant de fortune, dans la mesure où il ne s'agit pas de l'association.

§14 Contrôle extraordinaire

¹ En cas de soupçon d'infraction aux règles de déontologie par le gérant de fortune, ou dans le but de préparer une procédure de sanction, le Directeur peut nommer un Chargé d'enquête indépendant ou procéder lui-même à une enquête.

² Le Chargé d'enquête indépendant recueille les moyens de preuve pour le dossier et mentionne ses constatations dans un rapport écrit. Il peut lier une proposition de sanction à son rapport.

³ Le gérant de fortune concerné aide le Chargé d'enquête indépendant dans sa tâche et lui accorde tous renseignements nécessaires ou droit de regard.

⁴ Les coûts d'un contrôle extraordinaire sont déterminés par le Comité. Dans la règle, ils sont supportés par le gérant de fortune. Le Directeur procède à leur recouvrement.

C. Système de sanctions

§15 Sanctions

¹ La violation des règles de déontologie est sanctionnée. Les sanctions sont réglées par analogie au §45 des Statuts. Sont notamment possibles:

- a) l'avertissement;
- b) l'amende de 300 à 300'000 francs suisses;
- c) la menace d'exclusion;
- d) l'exclusion de l'assujettissement aux règles de déontologie;
- e) l'exclusion de l'association.

² Si nécessaire, la sanction est assortie de la sommation de rétablir une situation conforme au règlement, dans un délai adéquat. Cette sommation peut être accompagnée d'instructions et de charges.

§16 Garantie d'une activité irréprochable

¹ Si, dans une procédure concernant le respect des règles de déontologie, la garantie d'une activité irréprochable du gérant de fortune est mise en question, la garantie selon l'art. 14 LBA doit elle aussi être vérifiée.

² Le cas échéant, une procédure de sanction selon les dispositions du Règlement-LBA doit en outre être ouverte.

§17 Amende

¹ La gravité de l'infraction, le degré de culpabilité et la capacité financière du gérant de fortune doivent être pris en compte pour déterminer le montant de l'amende. Des mesures ou peines étatiques n'empêchent pas l'association d'infliger ses propres sanctions. Ces dernières peuvent cependant être réduites si un tel cumul entraîne une sévérité inadéquate.

² En cas de première infraction ou d'infraction commise par négligence, un avertissement peut être prononcé à la place d'une amende. De même, il peut être renoncé à toute sanction.

§18 Exclusion de l'assujettissement aux règles de déontologie

¹ On entend par exclusion au sens de ce Règlement le retrait de l'approbation relative à l'assujettissement aux règles de déontologie.

² L'exclusion peut être prononcée en cas de récidive ou d'une infraction grave contre les règles de déontologie.

³ Un gérant de fortune est exclu lorsqu'il ne remplit plus les conditions d'assujettissement aux règles de déontologie, notamment s'il ne garantit plus une activité irréprochable au niveau de son personnel ou de son organisation.

⁴ En cas d'infraction grave contre les règles de déontologie, le gérant de fortune est exclu si l'ordre conforme au règlement n'est pas rétabli dans le délai imparti ou si l'infraction a considérablement lésé les intérêts des clients.

⁵ Lorsqu'une infraction susceptible de conduire à une exclusion est due à une irrégularité commise par une seule personne et qu'il n'existe par ailleurs pas de manquement organisationnel qui pourrait remettre en cause l'ensemble de la garantie d'activité irréprochable du gérant de fortune, il est possible de renoncer à l'exclusion si la personne fautive quitte l'organisation du gérant de fortune.

⁶ La menace d'exclusion ou l'exclusion peut être assortie d'une amende.

§19 Exécution de la procédure de sanction

¹ L'ouverture d'une procédure de sanction est communiquée par écrit au gérant de fortune avec désignation des contestations et des éventuels autres soupçons. Dans le même temps, un délai est imparti pour une prise de position écrite.

² Le gérant de fortune doit prendre position de manière détaillée et complète quant aux contestations et éventuels soupçons ainsi qu'exposer et documenter la réalité des faits.

³ Sur cette base, le Comité délégué décide de prononcer une sanction ou de clore la procédure. En cas de clôture de la procédure, des frais peuvent être mis à la charge du gérant de fortune s'il a, par son comportement, provoqué ou entravé la procédure.

§20 Voies de recours au sein de l'association

Les décisions de sanction peuvent, en vertu du §37 des Statuts, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal arbitral. Le recours doit être notifié par écrit dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision de sanction. Quant à sa motivation, elle doit intervenir dans le délai imparti séparément par le Responsable de la procédure du Tribunal arbitral.

D. Dispositions diverses

§21 Couverture des frais

¹ Pour couvrir ses frais de surveillance en vertu du présent Règlement, l'association perçoit un montant de 800 francs suisses par année civile auprès des gérants de fortune qui se sont soumis aux règles de déontologie.

² Le Comité peut au besoin adapter ce montant.

³ Aucun décompte pro rata temporis n'est effectué.

⁴ En cas de sanction, un émolument d'écriture et de justice est perçu par analogie à l'ordonnance fixant les émoluments judiciaires de la Cour Suprême zurichoise (Verordnung des zürcherischen Obergerichts über die Gerichtsgebühren; 211.11).

§ 22 Résiliation

¹ Les gérants de fortune peuvent en tout temps résilier leur déclaration d'assujettissement aux règles de déontologie en adressant une lettre au Directeur. En cas de résiliation, une part de la cotisation périodique pour la période courante reste due. Il en va de même pour les créances de l'association en matière d'émoluments et d'amendes qui sont nées antérieurement à la résiliation, et pour des amendes prononcées ultérieurement suite à une procédure de contrôle qui avait déjà été ordonnée au moment de la résiliation.

² Si la résiliation intervient après qu'une procédure de contrôle ait été ordonnée, qu'il s'agisse de l'ouverture d'une procédure de sanction ou de la nomination d'un Chargé d'enquête indépendant, ce contrôle est à mener jusqu'au bout et la résiliation ne prend effet qu'à l'issue du contrôle et de l'éventuelle procédure de sanction qui s'ensuit.

³ A compter du moment de sa résiliation, le gérant de fortune n'est plus autorisé à bénéficier des privilèges légaux qui découlent de la reconnaissance des règles de déontologie (art. 6 OPCC).

§ 23 Responsabilité

Si un tiers fait valoir contre l'association une action en réparation du dommage, en lui reprochant d'avoir manqué à sa surveillance sur le gérant de fortune quant au respect des règles de déontologie, le gérant de fortune doit libérer l'association de toutes prétentions du tiers. Avec ses organes, le gérant de fortune répond solidairement du paiement des frais d'avocat et de procédure de l'association, ainsi que des autres montants attribués au tiers dans le cadre de la procédure. Sur sommation de l'association, la valeur litigieuse ainsi que les frais tarifaires d'avocat et de procédure doivent être constitués en sûretés.

§ 24 Entrée en vigueur

¹ Ce Règlement a été adopté par le Comité de l'association le 22 mai 2009. Il entre en vigueur à cette date.

² La version allemande du présent Règlement fait foi pour tout litige résultant de son application ou de son interprétation.